

# L'Europe face au désastre qui s'installe en Libye

LE MONDE | 15.10.2013 à 10h37

Enlevé quelques heures par une milice, en plein Tripoli, dans la nuit du 10 au 11 octobre, le premier ministre libyen a dénoncé "une tentative de coup d'Etat". Ali Zeidan est un homme courageux et compétent, mais il se trompe de diagnostic. Pour qu'il y ait coup d'Etat, il faut qu'il y ait un Etat – deux ans après la chute du régime de Mouammar Kadhafi, la [Libye](#) n'a pas d'Etat central.

Elle est en proie au règne des milices. La Libye est en "quasi-explosion", disait cette semaine le premier ministre italien, Enrico Letta. Quelque 200 000 hommes en armes, répartis en différentes milices régionales ou tribales, ont installé dans le pays un [climat](#) d'insécurité de plus en plus inquiétant.

Elles rançonnent, enlèvent, organisent le trafic de drogue et d'armes, coupent l'eau ou l'électricité dans la capitale, pour [faire](#) pression sur telle ou telle administration, et multiplient les attaques contre les missions diplomatiques. Elles ont fait [fuir](#) les investisseurs étrangers et, plus grave, tari les exportations de [pétrole](#), unique ressource du pays. Le *Financial Times* pointait cette semaine cette aberration : la Libye, qui dispose des plus grandes réserves de pétrole en [Afrique](#), est devenue importatrice d'hydrocarbures !

Deux jours avant son enlèvement, le premier ministre avait vu ses bureaux occupés et saccagés par une milice qui réclamait de l'argent public. On attribue volontiers le dernier épisode de [ses](#) mésaventures au mécontentement d'une autre milice, de tendance islamiste celle-là.

Elle aurait reproché à Ali Zeidan d'[avoir](#) donné un feu vert tacite aux [services](#) américains pour la capture, à Tripoli, le 5 octobre, d'Abou Anas Al-Libi. Ce dernier, membre présumé d'[Al-Qaida](#), était recherché par les Etats-Unis, qui le soupçonnent d'[avoir](#) participé en 1998 aux attentats contre leurs ambassades au [Kenya](#) et en [Tanzanie](#). Il a été transféré à New York.

## IMMIGRATION ILLÉGALE

Mais ce que ces derniers événements soulignent à coup sûr, c'est l'absence d'autorité centrale en Libye, pays d'à peine 6 millions d'habitants, où aucun [pouvoir](#) n'a jamais supplanté la force des régionalismes. Du temps de l'atroce dictature de Kadhafi (1969-2011), une seule milice, sa soldatesque, une seule tribu, la sienne, "gouvernaient" alors le pays au gré de ses caprices sanguinaires.

Les Etats-Unis, la France et la Grande-[Bretagne](#), qui n'ont pas peu contribué à la chute de Kadhafi, peuvent-ils se [désintéresser](#) de la Libye ? La réponse est "non". [Intervenir](#) militairement dans un pays suppose de [prendre](#) une part de responsabilité dans ce qui se passe "après".

Les Européens sont les plus concernés. L'un des trafics qui s'épanouit en Libye est celui de l'immigration illégale. Des milices protègent les réseaux de passeurs, qui entassent sur des embarcations de fortune les candidats à l'exil venus d'Afrique subsaharienne. L'[Union européenne](#) commence à s'[organiser](#), en Libye même, pour [lutter](#) contre ce fléau. L'[Europe](#) ne peut se [permettre](#) de [voir](#) s'[installer](#) une sorte de [Somalie](#) à ses marches maghrébines.